

L'UJFP demande un droit de réponse à France 5 suite à des accusations infondées

Lors de l'émission télévisée de C ce soir diffusée sur France 5 le 29 avril 2024, Marc Weitzmann a affirmé : "L'UJFP, c'était l'association qui soutenait Dieudonné en 2014-2015." Il n'a pas été contredit par l'animation de l'émission alors que ces propos relèvent de la pure calomnie. Il suffit pour s'en convaincre de prendre connaissance des expressions de l'UJFP, accessibles sur notre site... ■

Lire notre communiqué :



<https://ujfp.org/ujfp-demande-un-droit-de-reponse-a-france-5-suite-a-des-accusations-infondees/>

« Palestine libre, de la mer au Jourdain », l'histoire d'un slogan

Ce texte est la retranscription écrite d'une chronique de Nadav Joffe diffusée sur le Media TV le 24 novembre 2023. Cinq mois plus tard, et alors que ce slogan continue de faire l'objet d'une panique morale internationale, produisant confusions et amalgames qui permettent de réprimer le mouvement de solidarité avec la Palestine, nous avons choisi de le publier sur notre site. ■

Analyse à lire ici :



<https://ujfp.org/palestine-libre-de-la-mer-au-jourdain-lhistoire-dun-slogan/>

Nouvelle collecte de l'UJFP pour Gaza

Dans cet enfer, conserver le réflexe de la solidarité — Abu Amir. Ce sont les correspondants de l'UJFP qui déterminent au jour le jour les urgences immédiates, le montant de l'aide nécessaire et le meilleur moyen de transmettre les fonds. Une comptabilité scrupuleuse est tenue malgré les conditions.

Sous l'enfer des bombardements, la société gazaouie montre encore ses ressources de solidarité.

À nous de l'aider de toutes nos forces ! ■

Collecte à retrouver via notre site ou directement ici :



En librairie et en tournée :

Antisionisme, une histoire juive

Textes choisis par Béatrice Orès, Michèle Sibony, Sonia Fayman

Contactez-nous pour organiser une présentation !



Pour nous contacter

UJFP

21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Téléphone : 07 81 89 95 25

Email : contact@ujfp.org

L'actualité de l'UJFP sur www.ujfp.org



UJFP

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX
الإتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
התאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Lettre d'information de l'UJFP du 15/05/2024

Les chars sont entrés dans Rafah

L'UJFP appelle à la mobilisation pour des sanctions internationales

Les chars israéliens sont entrés dans Rafah. C'est un nouveau carnage guerrier et humanitaire qui commence, un nouveau cran dans la politique de destruction des Palestinien-ne-s. L'UJFP appelle à rejoindre et à démultiplier les actions pour imposer des sanctions internationales.

Les alertes du chef de l'ONU Antonio Guterres, de l'UNICEF qui sonne l'alarme pour les enfants, des chefs de différents États n'y ont rien fait : ce mardi 7 mai, l'État d'Israël a bombardé, pris le contrôle des frontières, envoyé ses chars sur Rafah, où il plante ses drapeaux. L'accès à l'aide humanitaire vitale est encore réduit. Les autorités israéliennes ont fermé les entrées et sorties au point de passage de Rafah, y compris à l'ONU.

C'est un nouveau cran dans la destruction du peuple palestinien que vient de décider l'Etat israélien. Le moins d'Arabes possible, sur le moins de territoire de Palestine possible, telle est le projet des dirigeants israéliens qui se déploie aujourd'hui, par le génocide et le nettoyage ethnique.

Partout dans le monde les populations solidaires des Palestinien-ne-s poursuivent les mobilisations. En France, alors que les actions étudiantes se développent, des rassemblements et manifestations s'organisent. L'UJFP appelle à y participer et à les multiplier. Il y a une urgence absolue à imposer des sanctions internationales contre Israël pour arrêter ce carnage. ■

La Coordination nationale de l'UJFP, le 7 mai 2024



@nyers_for_israelin & @mobilizations

Sommaire

Page 2

**Témoignage d'Abu Amir
Correspondant de l'UJFP
Gaza, le 11 mai 2024**

Pages 3

**De Tunis à Paris,
combattre le racisme,
accueillir les migrant-e-s**

Page 4

**Brèves :
Droit de réponse à Fr. 5
"De la mer au jourdain"
Collecte pour Gaza**

Témoignage d'Abu Amir

Gaza, le 11 mai 2024

Les médias israéliens et internationaux ont rapporté, selon l'occupant, que l'invasion de Rafah était une opération limitée de l'armée d'occupation. Mais ce que nous voyons et entendons est différent, car l'occupant a annoncé sa décision d'étendre la portée de ses opérations militaires et a demandé aux habitants d'évacuer de nouveaux quartiers de Rafah.

L'armée d'occupation a également lancé un avertissement urgent aux habitants de la zone de Jabalia et des quartiers environnants, ainsi que de la zone de Beit Lahia, leur demandant d'évacuer ces zones le plus rapidement possible et de se diriger vers la zone « sûre » située à l'ouest de la ville de Gaza.

Les bombardements se poursuivent sur toutes les zones de Gaza sans exception, et il y a des dizaines de morts et de blessés. L'occupant a également averti l'hôpital koweïtien qu'il fallait évacuer cet hôpital, qui est le dernier à fonctionner à Rafah.

Aujourd'hui, je me suis rendu à Rafah pour transporter un ami et sa famille de Rafah à Deir al-Balah, en raison du manque de voitures et du coût élevé du transport. Mon ami vivait dans la ville de Gaza avant le 7 octobre, et depuis le début de l'agression, il a démnagé pour vivre avec sa famille dans la ville de Rafah, plus précisément dans le camp de Yabna, au centre de Rafah. Depuis l'invasion de Rafah, il a décidé de se rendre dans la zone de Mawasi Rafah et y est resté deux jours, mais il a été surpris par le départ des personnes déplacées de cette zone, et en quelques heures, la zone était presque vide. Lorsque je suis arrivé, j'ai été surpris de constater que la plupart des tentes avaient été enlevées. La zone de Mawasi Rafah est considérée comme une zone sûre, selon la classification de l'armée d'occupation. Mais la population ne fait plus confiance aux déclarations et aux promesses.

De quoi parlons-nous ?

Depuis le début de l'agression contre notre secteur bien-aimé, nous parlons de massacres, de tueries et de déplacements. C'est devenu un programme quotidien imposé aux habitants de la bande de Gaza.

J'ai été étonné par la position ridicule adoptée par la communauté internationale, faite de dénonciations et de déclarations sans intérêt et inutiles. La communauté internationale attend-elle l'anéantissement de la population de la bande de Gaza pour forcer l'occupant à cesser le feu ? Oui, ce génocide a bel et bien eu lieu. La communauté internationale attend-elle que des crimes de guerre soient commis à Gaza ? Oui, de nombreux crimes de guerre ont été commis et des charniers sont constamment découverts.

À partir d'aujourd'hui, nous ne devons pas seulement parler des crimes de l'occupant, mais nous devons aussi parler de ceux qui le soutiennent et de ceux qui façonnent sa politique.

Le monde regarde Gaza comme le spectateur d'une série ou d'un film historique qu'il regarde et qu'il oublie une fois la série terminée. Non, messieurs, il ne s'agit pas d'une série ou d'un film. Il s'agit d'un peuple soumis à un génocide. Vous qui appelez à l'humanité, aux droits de l'homme, au droit des enfants à vivre et à la liberté des femmes. Tout cela a été tué et brûlé sous les yeux du monde, et tout ce que vous avez dit jusqu'à présent ne sont que des banalités auxquelles l'occupant n'a pas prêté attention. ■



Abu Amir est le correspondant de l'UJFP à Gaza depuis 2016. Nous publions chaque jour son témoignage sur notre site web.

Vous pouvez retrouver ses chroniques à cette adresse : ujfp.org/auteur/abu-amir/

De Tunis à Paris, combattre le racisme, accueillir les migrant·e·s

Les informations qui nous parviennent de Tunisie sont terrifiantes.

Le migrant·e·s subsaharien·ne·s y font l'objet d'une violence raciste décomplexée. Harcelé·e·s par une partie de la population encouragée par les autorités, raflé·e·s par les agents de l'Etat, ils et elles sont jeté·e·s dans le désert, abandonné·e·s à une mort presque certaine. Le discours présidentiel traîne dans la boue les associations solidaires des migrant·e·s. Les voix qui combattent le racisme sont réprimées — comme Saadia Mosbah, présidente d'une association de lutte contre les discriminations raciales, qui a été arrêtée. Les avocat·e·s qui défendent les droits des migrant·e·s sont poursuivi·e·s, à l'instar de Sonia Dahmani, enlevée par des hommes cagoulés au milieu d'une interview télévisée en direct. Les journalistes qui ne sont pas aux ordres sont également incarcérés.

Nos gouvernements n'en sont pas seulement les complices, ils en sont les commanditaires.

Rien ne peut atténuer les responsabilités des dirigeant·e·s tunisien·ne·s dans cette déferlante négrophobe et autoritaire. Mais les politiques tunisiennes actuelles, comme celles de la Libye hier, sont le résultat direct des politiques européennes. La France et les Etats européens ont décidé en pleine connaissance de cause de mener une politique meurtrière vis-à-vis des migrant·e·s. Aux morts provoquées en Méditerranée ou dans la Manche, au harcèlement de celles et ceux qui sont parvenu·e·s malgré tout à traverser, il faut ajouter la décision d'externaliser les frontières et de sous-traiter la répression en finançant des programmes pour refouler les migrant·e·s, notamment en Tunisie.*

Ces assassinats sont donc les nôtres : nos gouvernements n'en sont pas seulement les complices, ils en sont les commanditaires. La décision récente des autorités britanniques d'expulser vers le Rwanda les migrant·e·s de toutes origines arrivé·e·s illégalement au Royaume-Uni pour y évaluer leurs demandes d'asile n'est qu'une illustration particulièrement choquante de ces politiques racistes.

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) affirme sa solidarité avec les migrant·e·s violent·e·s par les autorités tunisiennes, avec les journalistes, les militant·e·s et avocat·e·s antiracistes en Tunisie. Nous demandons l'arrêt des poursuites à leur encontre et la libération immédiate de Saadia Mosbah, de Sonia Dahmani, et de tou·te·s les autres prisonniers politiques.

L'UJFP réaffirme sa détermination à combattre le racisme sous toutes ses formes, et en particulier la négrophobie. L'UJFP dénonce les politiques françaises et européennes racistes et meurtrières envers les migrant·e·s. Nous assurons de notre soutien SOS Méditerranée et les "délinquants solidaires" victimes de la répression comme Cédric Hérou.

L'UJFP appelle à la constitution d'un large front antiraciste et solidaire, pour la liberté de circulation et d'installation. ■

La coordination nationale de l'UJFP, le 13 mai 2024

* Lire à ce sujet : www.infomigrants.net/fr/post/56973/lunion-europeenne-multi-ple-les-accords-controverses-en-afrique-pour-lutter-contre-lim-migration

